

No. 36557

**France
and
Lebanon**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Lebanese Republic on the reciprocal promotion and protection of investments (with exchange of letters). Paris, 28 November 1996

Entry into force: *29 October 1999, in accordance with article 11*

Authentic texts: *French and Arabic*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 3 April 2000*

**France
et
Liban**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (avec échange de lettres). Paris, 28 novembre 1996

Entrée en vigueur : *29 octobre 1999, conformément à l'article 11*

Textes authentiques : *français et arabe*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 3 avril 2000*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE LIBANAISE SUR
L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES
INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise, ci-après dénommés "les Parties contractantes",

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux pays et de créer des conditions favorables pour les investissements français au Liban et libanais en France,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler l'initiative privée et les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique,

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1. Définitions

Pour l'application du présent accord :

1. Le terme "investissement" désigne tous les avoirs, tels que les biens, droits et intérêts de toutes natures et plus particulièrement mais non exclusivement :

a) les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, cautionnements et tous droits analogues;

b) les actions, primes d'émission et autres formes de participation, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes;

c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant valeur économique;

d) les droits de propriété intellectuelle, commerciale et industrielle tels que les droits d'auteur, les brevets d'invention, les licences, les marques déposées, les modèles et maquettes industrielles, les procédés techniques, le savoir-faire, les noms déposés et la clientèle;

e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans la zone maritime des Parties contractantes.

Toute modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement, à condition que cette modification soit conforme à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est réalisé.

2. Le terme d' "investisseur" désigne :

- les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes.
- toute personne morale constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social, ou contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes, ou par des

personnes morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

3. Le terme de "revenus" désigne toutes les sommes produites par un investissement et, plus particulièrement mais non exclusivement, les bénéfices, redevances, intérêts, plus-values du capital, dividendes, durant une période donnée.

Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus de leur réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement

4. Le présent accord s'applique au territoire de chacune des Parties contractantes ainsi qu'à la zone maritime de chacune des Parties contractantes, ci-après définie comme la zone économique et le plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales de chacune des Parties contractantes et sur lesquels elles ont, en conformité avec le Droit international, des droits souverains et une juridiction aux fins de prospection, d'exploitation et de préservation des ressources naturelles.

Article 2. Encouragement, admission et protection des investissements

Chacune des Parties contractantes encourage et admet, dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent accord, les investissements effectués par des investisseurs de l'autre Partie sur son territoire et dans sa zone maritime.

Les Parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail, et de circulation introduites par des nationaux d'une Partie contractante, au titre d'un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer, sur son territoire et dans sa zone maritime, un traitement juste et équitable, conformément aux principes du Droit international, aux investissements des investisseurs de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu à un traitement juste et équitable ne soit entravé ni en droit, ni en fait.

Article 3. Traitement national et traitement de la Nation la plus favorisée

Chaque Partie contractante applique, sur son territoire et dans sa zone maritime, aux investisseurs de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses investisseurs, ou le traitement accordé aux investisseurs de la Nation la plus favorisée, si celui-ci est plus avantageux. A ce titre, les nationaux autorisés à travailler sur le territoire et dans la zone maritime de l'une des Parties contractantes ne doivent être empêchés en aucune manière d'exercer leurs activités professionnelles

Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde ou accordera aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale.

Les dispositions de cet Article ne s'appliquent pas aux questions fiscales.

Article 4. Expropriation et indemnisation

1. Les investissements effectués par des investisseurs de l'une ou l'autre des Parties contractantes bénéficient, sur le territoire et dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

2. Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les investisseurs de l'autre Partie des investissements leur appartenant, sur leur territoire et dans leur zone maritime, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient ni discriminatoires, ni contraires à un engagement particulier.

Toutes les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant, égal à la juste valeur de marché des investissements concernés, doit être évalué par rapport à une situation économique normale et antérieure à toute menace de dépossession.

Cette indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés à un taux d'intérêt de marché.

3. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence nationale ou révolte survenu sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres investisseurs ou à ceux de la Nation la plus favorisée.

Article 5. Libre transfert

Chaque Partie contractante, sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle des investissements ont été effectués par des investisseurs de l'autre Partie contractante, accorde à ces investisseurs le libre transfert :

- a) des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus;
- b) des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1, lettres d) et e) de l'Article 1;
- c) des versements effectués pour le remboursement des emprunts régulièrement contractés;
- d) du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi;
- e) des indemnités de dépossession ou de perte prévues à l'Article 4, paragraphes 2 et 3 ci-dessus.

Les nationaux de chacune des Parties contractantes qui ont été autorisés à travailler sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, au titre d'un investissement agréé, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change officiel de marché applicable à la date du transfert.

Article 6. Règlement des différends entre un investisseur et une Partie contractante

Tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un investisseur de l'autre Partie contractante est réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

Si un tel différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, il est soumis à la demande de l'une ou l'autre des parties au différend à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, signée à Washington le 18 mars 1965.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes n'est pas partie à la Convention mentionnée ci-dessus, le différend est soumis à la demande de l'une ou l'autre des parties au différend à l'arbitrage d'un tribunal ad hoc établi conformément aux règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit du Commerce International (CNUDCI).

Article 7. Garantie des investissements et subrogation

1. Dans la mesure où la réglementation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre d'un examen cas par cas, à des investissements effectués par des investisseurs de cette Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

2. Les investissements des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante ne pourront obtenir la garantie visée à l'alinéa ci-dessus que s'ils ont, au préalable, obtenu l'agrément de cette dernière Partie contractante.

3. Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, effectue des versements à l'un de ses investisseurs, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de cet investisseur.

4. Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garantie à recourir à l'arbitrage ou à poursuivre les actions introduites par ce moyen jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

Article 8. Engagements particuliers

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des investisseurs de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure

où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

Article 9. Règlement des différends entre Parties contractantes

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique.

2. Si dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal d'arbitrage.

3. Ledit tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante : chaque Partie contractante désigne un membre, et les deux membres désignent, d'un commun accord, un ressortissant d'un Etat tiers qui est nommé Président du tribunal par les deux Parties contractantes. Tous les membres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout autre accord, invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire général adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une des Parties contractantes procède aux désignations nécessaires.

5. Le tribunal d'arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le tribunal n'en dispose autrement, compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les Parties Contractantes.

Article 10. Application de l'accord

Il est entendu que les investissements définis à l'Article 1 doivent avoir été investis conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est effectué, avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord.

Article 11. Entrée en vigueur et durée

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet trente jours après le jour de la réception de la dernière notification.

L'accord est conclu pour une durée initiale de dix ans. Il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

A l'expiration de la période de validité du présent accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de quinze ans.

Cet accord restera en vigueur que les Parties contractantes entretiennent ou non des relations diplomatiques et consulaires.

Fait à Paris, le 28 novembre 1996, en deux originaux, chacun en langue française et en langue arabe. En cas de différence d'interprétation, le texte français prévaudra.

Pour le Gouvernement de la République française :

JEAN ARTHUIS

Pour le Gouvernement de la République libanaise :

FOUAD SINIORA

ÉCHANGE DE LETTRES

I

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à l'accord signé ce jour entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements et de vous préciser que l'interprétation de cet accord est la suivante :

1. En ce qui concerne l'Article 2, paragraphe 3:

Sont considérées en particulier, bien que non exclusivement, comme des entraves de droit ou de fait au traitement juste et équitable, toute restriction discriminatoire à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles, ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, toute entrave discriminatoire à la vente et au transport des produits à l'intérieur du pays et à l'étranger, ainsi que toutes autres mesures ayant un effet analogue.

2. En ce qui concerne l'Article 3, paragraphe 1:

Les dispositions de l'Article 3, Paragraphe 1 de cet accord ne peuvent être interprétées comme restreignant l'application par le Gouvernement de la République du Liban du Décret no 11614 daté du 4 Janvier 1969 et modifié par Décret no 5131 daté du 3 Mars 1973 concernant l'acquisition au Liban de droits réels fonciers par des investisseurs non-libanais. Toutes les autres dispositions de cet accord ne sont pas affectées par cette exception.

Les demandes effectuées par des investisseurs français dans le cadre des dispositions du Décret no 11614 seront considérées favorablement par les autorités compétentes de la République du Liban.

Les mesures prises par la République du Liban dans le cadre du Décret no 11614 relatives à l'acquisition au Liban de droits réels fonciers par des investisseurs d'un Pays tiers ne porteront pas atteinte de façon substantielle aux investissements et aux activités relatives à des investissements d'investisseurs français.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire part de l'accord de votre Gouvernement sur le contenu de cette lettre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

JEAN ARTHUIS

II

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour dont la teneur suit:

[Voir lettre I]

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de mon Gouvernement sur le contenu de cette lettre.

FOUAD SINIORA

أكون ممتناً لكم ابلاغي بموافقة حكومتكم على مضمون هذه الرسالة.

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام.

فؤاد السعدي

John Sullivan

بيروت في

معالي الوزير ،

أشرف بالتوجه اليكم بشأن الاتفاقية الموقعة بين حكومة الجمهورية الفرنسية وحكومة الجمهورية اللبنانية حول تشجيع وحماية الاستثمارات المتبادلة وأود ان اؤكد على ان تفسير هذه الاتفاقية هو كالتالي:

١- فيما يتعلق بالمادة الثانية، الفقرة الثالثة:

على وجه التخصيص لا الحصر، يُعتبر مماساً قانونياً أو واقعياً للمعاملة العادلة والمنصفة أي قيد تمييزي على شراء أو نقل المواد الخام والمواد التابعة لها، والطاقة والوقود، وكذلك وسائل الإنتاج والتشغيل من جميع الأنواع، وأي تدخل له طابع تمييزي في بيع أو نقل المنتجات داخل البلد وخارجه، وكذلك أية إجراءات أخرى لها مفعول مماثل.

٢- فيما يتعلق بالفقرة ١٠ من المادة ٣:

ينبغي أن لا تُفسر أحكام الفقرة ١٠ من المادة ٣ من هذه الاتفاقية بأنها تُقيد تطبيق حكومة الجمهورية اللبنانية للمرسوم رقم ١١٦١٤ المؤرخ ٤ كانون الثاني ١٩٦٩ والمعدل بالمرسوم رقم ٥١٢١ المؤرخ ٣ آذار ١٩٧٣ فيما يتعلق بحصول مستثمرين غير لبنانيين على عقارات في لبنان. وينبغي أن تبقى جميع الأحكام الأخرى لهذه الاتفاقية سارية دون تأثر بهذا الاستثناء.

تنظر السلطات ذات الصلاحية في الجمهورية اللبنانية نظرة ايجابية الى الطلبات المقدمة من جانب مستثمرين فرنسيين بموجب أحكام المرسوم رقم ١١٦١٤.

إن الإجراءات التي تطبقها الجمهورية اللبنانية ضمن اطار المرسوم رقم ١١٦١٤ على الإستثمارات العقارية من جانب مستثمرين تابعين لبلد ثالث ينبغي أن لا تُلحق الضرر بصورة جهرية بالإستثمارات والنشاطات المتعلقة باستثمارات المستثمرين الفرنسيين.

المادة "١١"

سريان مفعول الإتفاقية ومنتها

يبلغ كل من الفريقين المتعاقدين الفريق الآخر بإنجاز الإجراءات القانونية الداخلية المطلوبة بشأن سريان مفعول هذه الإتفاقية التي يسري مفعولها بعد ثلاثين يوما من تاريخ تسلّم التبليغ الأخير.

يسري مفعول هذه الإتفاقية لمدة أولية قدرها عشرة أعوام. وتبقى سارية المفعول بعد ذلك، ما لم يتم أحد الفريقين المتعاقدين بإبلاغ الفريق الآخر خطياً بإنهائها قبل عام من ذلك عن طريق القنوات الدبلوماسية.

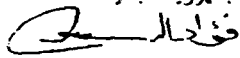
في حالة إنتهاء مدة سريان مفعول هذه الإتفاقية، فإن الإستثمارات التي وُظفت في أثناء سريان مفعولها تستمر في التمتع بحماية أحكام هذه الإتفاقية لمدة خمسة عشر عاما إضافية.


يسري مفعول هذه الإتفاقية بصرف النظر عما إذا كانت توجد أو لا توجد علاقات دبلوماسية أو قنصلية بين الفريقين المتعاقدين.

وُقعت في ، بتاريخ ،
باللغتين الفرنسية والعربية، وفي حال وجود اختلاف في التفسير، يُعتمد النص الفرنسي.

عن حكومة

الجمهورية اللبنانية





عن حكومة

الجمهورية الفرنسية

٤. إذا لم تجرّ التعيينات خلال الفترات المحددة في الفقرة (٣) الألفه الذكر، يطلب أيّ من الفريقين المتعاقدين، في حال عدم وجود أيّ إتفاق آخر، من الأمين العام لمنظمة الأمم المتحدة إجراء التعيينات الضرورية. وإذا كان الأمين العام من رعايا أيّ من الفريقين المتعاقدين، أو إذا لم يستطع القيام بالمهمّة المذكورة، يقوم الأمين العام المساعد الذي يلي الأمين العام بالأقدميّة، والذي هو ليس من رعايا أيّ من الفريقين المتعاقدين، بإجراء التعيينات الضرورية.

٥. تتخذ الهيئة التحكيمية قراراتها بأكثرية الأصوات. وتكون هذه القرارات نهائية وقابلة للتفويض حكما بالنسبة الى الفريقين المتعاقدين.

تضع الهيئة التحكيمية قواعد الإجراء الخاصة بها و تُفسّر الحُكم القضائي بناءً على طلب أيّ من الفريقين المتعاقدين. وما لم تُقرّر الهيئة التحكيمية خلاف ذلك،أخذة بعين الاعتبار وجود ظروف خاصة، فإن النفقات القانونية، بما فيها نفقات المحكمين، يتحملها الفريقان المتعاقدان بالتساوي.

المادة "١٠"

تطبيق الإتفاقية

من المتفاهم عليه أن الإستثمارات كما هي معرفة في المادة "١" هي تلك التي توظف وفقاً لقوانين الفريق المتعاقد الذي تتم الإستثمارات في أراضيه أو منطقتة البحرية، قبل سريان مفعول هذه الإتفاقية أو بعدها.

المتعاقد المذكور أولاً الحق الكامل في الحلول محل المستثمرين المذكورين في ما يتعلق بحقوقهم وأعمالهم.

٤. لا ينبغي للمدفوعات المذكورة أن تؤثر على حقوق المستفيد من الضمان في اللجوء إلى التحكيم أو مواصلة إجراءات التحكيم القانونية وذلك حتى إكمال تلك الإجراءات.

المادة ٨*

إلتزامات خاصة

إن الإستثمارات التي تكون موضوع إلتزام خاص لفريق متعاقد في ما يتعلق بالمستثمرين التابعين للفريق المتعاقد الآخر، يجب أن تخضع، بون الإخلال بأحكام هذه الإتفاقية، لشروط الإلتزام المذكور إذا كان هذا الأخير يشمل شروطاً أكثر رعاية من تلك الواردة في هذه الإتفاقية.

المادة ٩*

تسوية الخلافات بين الفريقين المتعاقدين

١. إن الخلافات حول تفسير أو تطبيق أحكام هذه الإتفاقية يجب أن تسوى، إذا أمكن، عن طريق القنوات الدبلوماسية.

٢. إذا لم تجر تسوية الخلاف ضمن فترة سنة أشهر من تاريخ إثارة هذا الموضوع من جانب أي من الفريقين المتعاقدين، يعرض على هيئة تحكيمية، بناء على طلب أي من الفريقين المتعاقدين.

٣. تتكون الهيئة التحكيمية على النحو التالي لكل قضية محددة: يعين كل فريق متعاقد محكماً واحداً، ويعين المحكمان المميّان بالتراضي مواطناً من بلد ثالث يُسعى إليه الفريقان المتعاقدان رنساً للهيئة التحكيمية. ويجب على جميع المحكمين أن يتم تعيينهم خلال شهرين من تاريخ إبلاغ أحد الفريقين المتعاقدين الفريق المتعاقد الآخر ببنية عرض الخلاف على التحكيم.

المادة ٦٦

تسوية الخلافات بين مستثمر وفريق متعاقد

يسوى أي خلاف حول الإستثمارات ينشأ بين فريق متعاقد ومستثمر تابع للفريق المتعاقد الآخر بصورة ودية بين الفريقين المعنيين.

إذا لم تجز تسوية هذا الخلاف خلال فترة ستة أشهر من تاريخ نشوئه من جانب أي من فريقَي الخلاف، فإنه يحال، بناء على طلب أي من طرفي الخلاف، للتحكيم لدى المركز الدولي لتسوية الخلافات حول الإستثمارات (ICSID)، المنشأ بموجب إتفاقية تسوية الخلافات حول الإستثمارات بين الدول ورعايا دول أخرى، والموقعة في واشنطن بتاريخ ١٨ آذار ١٩٦٥.

إذا كان أحد الفريقين المتعاقدين غير منضمً الى إتفاقية تسوية الخلافات الأتفة الذكر، يحال الخلاف، بناء على طلب أي من فريقَي الخلاف، للتحكيم لدى هيئة تحكيمية خاصة تنشأ بموجب أنظمة التحكيم الخاصة بلجنة الأمم المتحدة لقانون التجارة الدولية (UNCITRAL).

المادة ٧٠

ضمان الإستثمارات والحلول محلّ المستثمر

١. إذا كانت أنظمة أحد الفريقين المتعاقدين تنص على ضمان للإستثمارات الموظفة في الخارج، جاز منح هذا الضمان، بعد درس كل حالة على حدة، للإستثمارات التي وظفها مستثمرون تابعون لفريق متعاقد في أراضي الفريق المتعاقد الآخر أو منطقته البحرية.

٢. إن الإستثمارات التي وظفها مستثمرون تابعون لأحد الفريقين المتعاقدين في أراضي الفريق المتعاقد الآخر أو منطقته البحرية لا يجوز أن تحصل على الضمان المشار اليه في الفقرة الأتفة الذكر إلا إذا تمت الموافقة على ذلك مسبقاً من جانب الفريق المتعاقد الآخر.

٣. إذا قام أحد الفريقين المتعاقدين، عملاً بضمان منح لإستثمار وظف في أراضي الفريق المتعاقد الآخر أو منطقته البحرية، بدفع مدفوعات للمستثمرين التابعين له، أصبح للفريق

المادة "٥"
التحويل الخرز

على كل فريق متعاقد وظفت في اراضيه أو منطقته البحرية إستثمارات من جانب مستثمرين تابعين للفريق المتعاقد الآخر أن يضمن لهؤلاء المستثمرين التحويل الخرز لما يلي:

أ. الفوائد، والأرباح الموزعة، والأرباح والمدخليل الأخرى.

ب. الربوع المتأبئة من حقوق معنوية كما هي معرفة في البندين (د) و(هـ) من الفقرة (١) من المادة "١".

ج. تسديدات القروض التي جرى التعاقد بشأنها حسب الاصول.

د. القيمة الجزئية أو الكلية للتفرغ عن الإستثمار أو تصفيته، بما في ذلك أرباح التحسين على رأس المال المُستثمر.

هـ. التعويض لقاء نزع الملكية أو الخسائر المذكورة في الفقرتين (٢) و(٣) من المادة "٤".

ينبغي ان يسمح لرعايا أي من الفريقين المتعاقدين الذين مُسح لهم بالعمل في اراضي الفريق المتعاقد الآخر أو منطقته البحرية، نتيجة إستثمار موافق عليه، بتحويل نسبة ملائمة من مداخيلهم الى بلدهم الاصلي.

ينبغي أن تتخذ التحويلات المشار إليها في الفقرات الأتفة الذكر فوراً بسعر صرف السوق الرسمي السائد في تاريخ التحويل.

المادة "٤"
الاستملاك والتعويض

١. إن إستثمارات المستثمرين التابعين لأحد الفريقين المتعاقدين يجب أن تتمتع بحماية وسلامة كاملين في أراضي الفريق المتعاقد الآخر ومنطقته البحرية.

٢. لا ينبغي لأي من الفريقين المتعاقدين أن يتخذ أية إجراءات بالاستملاك أو بالتسليم، أو يتخذ أية إجراءات أخرى لها مفعول مباشر أو غير مباشر بنزع ملكية المستثمرين التابعين للفريق المتعاقد الآخر لإستثماراتهم في أرضيه ومنطقته البحرية، إلا إذا كان تلك الإجراءات متخذة في سبيل المنفعة العامة وشريطة أن تكون تلك الإجراءات غير تمييزية أو مخالفة لالتزام معين.

إن أية إجراءات تتخذ بنزع الملكية ينبغي أن تؤدي الى تعويض فوري وكاف، وينبغي أن يكون مقداره معادلا للقيمة السوقية العادلة للإستثمارات المعنية، وينبغي أن يحدد التعويض وفقا للوضع الاقتصادي الطبيعي السائد قبل أي تهديد بنزع الملكية.

يجب ان يحدد مبلغ هذا التعويض وشروط دفعه في تاريخ لا يتجاوز تاريخ نزع الملكية. وهذا التعويض يجب أن يكون قابلا للتحقيق فعليا، وأن يدفع دون تأخير وأن يكون قابلا للتحويل بحرية. وتحتسب عليه فائدة حتى تاريخ الدفع وذلك على اساس سعر الفائدة في السوق.

٣. إن المستثمرين التابعين لأي من الفريقين المتعاقدين ممن تلحق بإستثماراتهم خسائر في أراضي الفريق المتعاقد الآخر أو مناطقه البحرية بسبب نشوب حرب، أو أي نزاع مسلح آخر، أو ثورة، أو حالة طوارئ وطنية، أو عصيان يجب أن يُمتحوا معاملة من جانب الفريق المتعاقد المذكور أخيراً لا تقل رعاية عن تلك المعاملة التي يمتحها للمستثمرين التابعين له، أو لأولئك التابعين للدولة الأكثر رعاية.

المادة "٢"

تشجيع الإستثمارات وقبولها وحمايتها

على كل فريق متعاقد أن يقوم بتشجيع وقبول إستثمارات يوظفها مستثمرون من الفريق المتعاقد الآخر في أراضيه ومنطقته البحرية، وفقاً لتواثيمه وأحكام هذه الإتفاقية.

على الفريقين المتعاقدين أن يَوما ضمن إطار قوانينهما الداخلية بالنظر إيجابياً في طلبات دخول رعايا أحد الفريقين المتعاقدين إلى أراضي الفريق الآخر والترخيص لهم بالإقامة والعمل والتنقل في ما يتعلق بإستثمار جرى توظيفه في أراضي الفريق المتعاقد الآخر أو في منطقته البحرية.

على أي من الفريقين المتعاقدين أن يؤمن للإستثمارات التي يوظفها مستثمرون من الفريق المتعاقد الآخر في أراضيه أو منطقته البحرية معاملة عادلة ومنصفة طبقاً لمبادئ القانون الدولي، وعليه أن يضمن أن ممارسة هذا الحق الذي تمّ الاعتراف به على هذا النحو لا ينبغي أن تمس لا بالقانون ولا بالواقع.

المادة "٣"

المعاملة الوطنية ومعاملة الدولة الأكثر رعاية

على كل فريق متعاقد أن يَمنح، في أراضيه ومنطقته البحرية، للمستثمرين التابعين للفريق الآخر، في ما يخص بإستثماراتهم والنشاطات المتعلقة بتلك الإستثمارات، معاملة لا تقلُّ رعاية عن تلك المعاملة الممنوحة للمستثمرين التابعين له، أو المعاملة الممنوحة للمستثمرين التابعين للدولة الأكثر رعاية، إذا كانت المعاملة المذكورة أخيراً أكثر رعاية. وفي هذا الخصوص، ينبغي للرعايا المرخص لهم بالعمل في أراضي أحد الفريقين المتعاقدين ومنطقته البحرية أن لا يُمنعوا في أي حال من الأحوال من ممارسة نشاطاتهم المهنية.

إن هذه المعاملة لا تشمل الإمتيازات الممنوحة أو التي ستُمنح من جانب أحد الفريقين المتعاقدين لمستثمرين من بلد ثالث بفعل مشاركته أو عضويته في منطقة تجارة حرة، أو إتحاد جمركي، أو سوق مشتركة أو أي شكل آخر من المنظمات الاقتصادية الإقليمية.

لا تسري أحكام هذه المادة على الأمور الضريبية.

هـ. الإمتيازات التي تُمنح بمقتضى القانون أو بموجب عقد، لا سيما امتيازات التنقيب عن الموارد الطبيعية، أو إستخراجها، أو إستثمارها، بما فيها تلك الموارد التي تقع في المنطقة البحرية للفريقتين المتعاقدين.

إن أي تغيير في شكل استثمار الموجودات لا يؤثر في إعتبارها إستثمارات شريطة أن يتم ذلك التغيير وفقاً لقوانين الفريق المتعاقد الذي يجري الإستثمار في أراضيه أو في منطقتة البحرية.

٢. إن كلمة "مستثمر" تعني:

- الأشخاص الطبيعيين الحائزين على جنسية أي من الفريقين المتعاقدين.
- أية شخصية معنوية تُنشأ في أراضي أحد الفريقين المتعاقدين وفقاً لقوانين ذلك الفريق ويكون مقرها الرئيسي في أراضي ذلك الفريق، أو تخضع، بصورة مباشرة أو غير مباشرة، لميطرة مواطني أحد الفريقين المتعاقدين، أو لميطرة شخصيات معنوية يوجد مقرها الرئيسي في أراضي أحد الفريقين المتعاقدين وتكون قد أُسست وفقاً لقوانين ذلك الفريق.

٣. إن كلمة "عائدات" تعني جميع المبالغ التي يُعطىها الإستثمار، وهي تشمل، على وجه التخصيص لا الحصر، الأرباح، والرُيوع، والفوائد، وأرباح التحسين، والأرباح الموزعة، خلال فترة معينة.

إن عائدات الإستثمار، وعائدات إعادة الإستثمار عند وجودها، تتمتع بالحماية نفسها كالإستثمار.

٤. تسري هذه الإتفاقية على أراضي كل من الفريقين المتعاقدين، وكذلك على المنطقة البحرية لكل طرف متعاقد والتي تُعرف في ما يلي بالمنطقة الاقتصادية والجرف القاري الممتدين خارج حدود المياه الإقليمية التي يُمارس عليها كل فريق متعاقد، وفقاً للقانون الدولي، حقوق السيادة والولاية القانونية بقصد التنقيب عن الموارد الطبيعية إستثمارها والمحافظة عليها.

إن حكومة الجمهورية الفرنسية وحكومة الجمهورية اللبنانية المشار إليهما في ما يلي
بالفريقين المتعاقدين،

رغبة منهما في توثيق التعاون الاقتصادي بين البلدين وإيجاد ظروف ملائمة
لإستثمارات فرنسية في لبنان وإستثمارات لبنانية في فرنسا،

وإقتناعا منهما بأن من شأن تشجيع هذه الإستثمارات وحمايتها تنشيط المبادرة الفردية
وانتقال رؤوس الأموال والتكنولوجيا بين البلدين في ما يعود بالمنفعة على تنمية إقتصاديهما،

فقد إتفقتا على ما يلي:

المادة ١٠

تعريفات

لأغراض هذه الإتفاقية:

١. تعني كلمة "إستثمارات" كل نوع من الموجودات، كالأموال، والحقوق والمصالح أيًا
كانت طبيعتها، وتعني على وجه التخصيص لا الحصر:

أ. الأموال المنقولة وغير المنقولة وكذلك أية حقوق عينية أخرى كالتأمينات، وحقوق
الإمتياز، وحقوق الإنتفاع، والضمانات والحقوق المماثلة.

ب. الأسهم في الشركات المؤسسة في أراضى أحد للفريقين المتعاقدين، وعلاوات
الإصدار والأنواع الأخرى من المساهمات ولو كانت توظيفات أقلية أو غير مباشرة.

ج. سندات الدين والديون والحقوق المتعلقة بأداء له قيمة اقتصادية.

د. حقوق الملكية الفكرية، والتجارية والصناعية كحقوق التأليف، وبراءات الإختراع
والتراخيص، والعلامات المسجلة، والنماذج للصناعية، والأساليب التقنية، والخبرات
الفنية، والأسماء المسجلة والزبان.

إتفاقية
بين حكومة الجمهورية الفرنسية
وحكومة الجمهورية اللبنانية
حول تشجيع وحماية الإستثمارات المتبادلة

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE LEBANESE REPUBLIC
ON THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION OF
INVESTMENTS

The Government of the French Republic and the Government of the Lebanese Republic, hereinafter referred to as "the Contracting Parties",

Desiring to strengthen economic cooperation between the two countries and to create favourable conditions for French investments in Lebanon and for Lebanese investments in France,

Convinced that the promotion and protection of such investments are likely to stimulate private initiative and transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Have agreed on the following provisions:

Article 1. Definitions

For the purpose of this Agreement:

1. The term "investment" shall apply to all assets such as property, rights and interests of any nature and more specifically, but not exclusively, to:

(a) Movable and immovable property and all other real rights such as mortgages, liens, usufructs, sureties and similar rights;

(b) Shares, issue premiums and other forms of participation, even if minority or indirect, in companies constituted in the territory of either Contracting Party;

(c) Bonds, claims and rights to any benefit having an economic value;

(d) Intellectual, commercial and industrial property rights (such as copyrights, patents of invention, licences, registered trade marks, industrial mock-ups and models), technical processes, know-how, registered trade names and goodwill;

(e) Concessions accorded by law or by virtue of a contract, including concessions to prospect for, cultivate, extract or exploit natural resources, including those situated in the maritime zones of the Contracting Parties,

No change in the form in which assets are invested shall affect their status as an investment, provided that the change is in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made.

2. The term "investor" shall mean:

- any natural person having the nationality of either Contracting Party;
- any body corporate established in the territory of either Contracting Party in accordance with that Party's legislation and having its registered office there, or controlled, directly or indirectly, by nationals of a Contracting Party or by bodies corporate having their

registered office in the territory of a Contracting Party and established in accordance with that Party's legislation.

3. The term "income" shall mean all the amounts yielded by an investment and more specifically, but not exclusively, profits, royalties, interest, capital gains or dividends, during a given period.

Income from investment and from any reinvestment of that income shall enjoy the same protection as the investment itself.

4. This Agreement shall apply to the territory of each Contracting Party and to the maritime zone of each Contracting Party, which is herein defined as the economic zone and the continental shelf which extend beyond the limit of the territorial waters of each of the Contracting Parties and over which they have, in accordance with international law, sovereign rights and jurisdiction for the purpose of prospecting for, exploiting and conserving natural resources.

*Article 2. Promotion and protection of and
permission for investments*

Each Contracting Party shall promote and permit, in accordance with its legislation and with the provisions of this Agreement, investments made in its territory and maritime zone by investors of the other Party.

Each Contracting Party, within the framework of its domestic legislation, shall give favourable consideration to applications for entry and for residence, work and travel authorizations submitted, in connection with an investment made in its territory or maritime zone, by nationals of the other Contracting Party.

Each Contracting Party undertakes to accord, in its territory and maritime zone, fair and equitable treatment, in conformity with the principles of international law, to the investments of investors of the other Party and to ensure that the exercise of the right to fair and equitable treatment so granted is not impeded either de jure or de facto.

Article 3. National or most-favoured-nation treatment

Each Contracting Party shall, in its territory and maritime zone, accord to investors of the other Party, in respect of their investments and activities in connection with such investments, treatment no less favourable than that accorded to its own investors or the treatment accorded to investors of the most favoured nation, whichever is more advantageous. For this purpose, nationals of either Contracting Party who are authorized to work in the territory or maritime zone of the other Contracting Party shall not be prevented in any way from the exercise of their professional activities.

Such treatment shall not, however, include privileges which are or may be extended by a Contracting Party to investors of a third State by virtue of its participation in or association with a free trade area, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

The provisions of this article shall not apply to fiscal matters.

Article 4. Expropriation and compensation

1. Investments made by investors of one Contracting Party shall be fully and completely protected and safeguarded in the territory and maritime zone of the other Contracting Party.

2. Neither Contracting Party shall take any expropriation or nationalization measures or any other measures having the effect of directly or indirectly dispossessing investors of the other Party of their investments in its territory or maritime zone, except for reasons of public interest and on condition that such measures are not discriminatory or contrary to a specific undertaking.

Any dispossession measures taken shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation the amount of which, equal to the fair market value of the investments concerned, shall be assessed on the basis of a normal economic situation prior to any threat of dispossession.

The amount and manner of payment of such compensation shall be determined not later than the date of dispossession. The compensation shall be effectively realizable, paid without delay and freely transferable. It shall yield, up to the date of payment, interest calculated at the market rate.

3. Investors of one Contracting Party who have suffered losses on their investments as a result of war or any other armed conflict, revolution, state of national emergency or uprising in the territory or maritime zone of the other Contracting Party shall be accorded by the latter Party treatment no less favourable than that accorded to its own investors or to those of the most favoured nation.

Article 5. Free transfer

A Contracting Party in whose territory or maritime zone investments have been made by investors of the other Contracting Party shall accord to those investors freedom of transfer of:

- (a) Interest, dividends, profits and other income;
- (b) Royalties deriving from the intangible property listed in article 1, paragraph 1 (d) and (e);
- (c) Payments made in reimbursement of duly contracted loans;
- (d) Proceeds of the complete or partial liquidation or transfer of the investment, including appreciation of the invested capital;
- (e) The compensation for dispossession or loss provided for in article 4, paragraphs 2 and 3, above.

Nationals of either Contracting Party who have been authorized to work in the territory or maritime zone of the other Contracting Party in connection with an approved investment shall also be authorized to transfer to their country of origin an appropriate portion of their remuneration.

The transfers referred to in the preceding paragraphs shall be made without delay at the official market rate of exchange applicable on the date of transfer.

Article 6. Settlement of disputes between an investor and a Contracting Party

Any dispute relating to investments between a Contracting Party and an investor of the other Contracting Party shall be settled amicably between the two parties concerned.

Any such dispute which has not been settled within six months after it arises shall, at the request of either party to the dispute, be submitted for arbitration to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID), established by the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, signed at Washington on 18 March 1965.

If either Contracting Party is not a party to the Convention mentioned above, the dispute shall, at the request of either party to the dispute, be submitted for arbitration to an ad hoc tribunal established in accordance with the Arbitration Rules of the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL).

Article 7. Guarantee of investments and subrogation

1. Insofar as the regulations of a Contracting Party provide for guaranteeing external investments, a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case review, for investments made by investors of that Contracting Party in the territory or maritime zone of the other Contracting Party.

2. Investments made by investors of one Contracting Party in the territory or maritime zone of the other Contracting Party may be granted the guarantee provided for in the preceding paragraph only with the prior consent of the latter Contracting Party.

3. If one Contracting Party, by virtue of a guarantee issued in respect of an investment made in the territory or maritime zone of the other Contracting Party, makes payments to one of its own investors, it shall thereby be subrogated to the rights and actions of that investor.

4. Such payments shall be without prejudice to the right of the beneficiary of the guarantee to have recourse to arbitration or to prosecute actions begun by that means until the proceedings are completed.

Article 8. Special undertakings

Investments which have been the subject of a special undertaking by one Contracting Party vis-à-vis investors of the other Contracting Party shall be governed, without prejudice to the provisions of this Agreement, by the terms of that undertaking, insofar as its provisions are more favourable than those laid down by this Agreement.

Article 9. Settlement of disputes between the Contracting Parties

1. Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled through the diplomatic channel.

2. Any dispute which has not been settled within six months after it arises shall be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitral tribunal.

3. The tribunal shall, in each separate case, be constituted as follows: each Contracting Party shall designate one member, and the two said members shall, by mutual consent, designate a national of a third State who shall be appointed Chairman of the tribunal by the two Contracting Parties. All the members shall be appointed within two months of the date on which one Contracting Party notifies the other Contracting Party of its intention to submit the dispute to arbitration.

4. If the time limits established in paragraph 3 above are not observed, either Contracting Party may, unless otherwise agreed, invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments. If the Secretary-General is a national of either Contracting Party or if, for any other reason, he is prevented from performing that function, the most senior Under-Secretary-General who is not a national of either Contracting Party shall make the necessary appointments.

5. The arbitral tribunal shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final and binding as of right on the Contracting Parties.

The tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall interpret its award at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise, taking special circumstances into consideration, the cost of the arbitral proceedings, including the arbitrators' fees, shall be divided equally between the Contracting Parties.

Article 10. Application of the Agreement

It is understood that the investments defined in article 1 shall have been made in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone they are made, before or after the entry into force of this Agreement.

Article 11. Entry into force and period of validity

Each Party shall notify the other of the completion of the respective internal procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take effect 30 days after the date of receipt of the last such notification.

This Agreement is concluded for an initial period of 10 years. It shall remain in force thereafter unless one year's notice of termination is given by one of the Parties through the diplomatic channel.

Upon the expiry of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to be protected by its provisions for an additional period of 15 years.

This Agreement shall remain in force whether or not the Contracting Parties maintain diplomatic and consular relations.

Done at Paris on 28 November 1996, in two originals, each in French and Arabic. In the event of a difference in interpretation, the French text shall prevail.

For the Government of the French Republic:

JEAN ARTHUIS

For the Government of the Lebanese Republic:

FOUAD SINIORA

EXCHANGE OF LETTERS

I

Sir,

With reference to the Agreement on the Reciprocal Promotion and Protection of Investments signed this day between the Government of the French Republic and the Government of the Lebanese Republic, I have the honour to clarify that the Agreement is to be interpreted as follows:

1. Concerning the third paragraph of article 2:

De jure or de facto impediments to fair and equitable treatment include, but are not limited to, any discriminatory restriction on the purchase or transport of raw materials, ancillary materials, energy or fuels, as well as means of production and operation of all kinds, any discriminatory impediment to the sale or transport of products within the country or abroad, and all other measures having a similar effect.

2. Concerning the first paragraph of article 3:

The provisions of the first paragraph of article 3 of this Agreement may not be construed as restricting the application, by the Government of the Lebanese Republic, of Decree No. 11614 of 4 January 1969, as amended by Decree No. 5131 of 3 March 1973, concerning the acquisition by non-Lebanese investors of real property rights in Lebanon. All other provisions of this Agreement remain unaffected by this exception.

Applications made by French investors under Decree No. 11614 shall be given favourable consideration by the competent authorities of the Lebanese Republic.

Measures adopted by the Lebanese Republic under Decree No. 11614 in connection with the acquisition of real property rights in Lebanon by investors of a third country shall not have any substantial adverse effect on the investments and investment-related activities of French investors.

I should be grateful if you would communicate to me your Government's agreement to the contents of this letter.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

JEAN ARTHUIS

II

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of today's date, which reads as follows:

[See letter I]

I have the honour to confirm my Government's agreement to the contents of the foregoing letter.

FOUAD SINIORA

